



**Le présent document a été conservé et
archivé aux fins de référence et de recherche.**

Son contenu n'est pas à jour, il se peut qu'il ne soit plus pertinent ou applicable et qu'il ait été mis à jour ou remplacé par un document plus récent.



Investir dans les jeunes Canadiens

LE BUDGET DE 2019

**© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada (2019)
Tous droits réservés**

Toute demande de permission pour reproduire
ce document en tout ou en partie
doit être adressée au Ministère des Finances Canada.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Service Canada
1 800 O-Canada (1-800-622-6232)
ATS : 1-800-926-9105

No de cat. : F1-23/3-2019-2F-PDF
ISSN : 978-0-660-29775-0

Ce document est diffusé sur Internet à l'adresse suivante : www.fin.gc.ca

This document is also available in English.

Une promesse pour l'avenir du Canada

Les jeunes Canadiens sont la génération la plus scolarisée, branchée et diversifiée que le pays n'a jamais connue. Ils changent nos communautés, remettent en question le statu quo et prennent les devants pour bâtir un avenir meilleur, plus équitable et plus viable.

En même temps, certains jeunes Canadiens se préoccupent de leur propre avenir. Ils peuvent se demander s'ils auront les moyens d'acheter une habitation dans un marché du logement coûteux ou s'ils pourront profiter d'une bonne carrière au sein d'une main-d'œuvre concurrentielle. Beaucoup s'inquiètent du fait que les décideurs ne prennent pas suffisamment de mesures pour lutter contre les changements climatiques et protéger l'environnement pour leur génération et la suivante.

Les jeunes Canadiens ont besoin d'un plan pour répondre à ces défis – et ils méritent un gouvernement qui s'assurera que leur voix est entendue.

C'est pourquoi le gouvernement a dressé un plan et a créé de nouvelles possibilités pour que les jeunes aient leur mot à dire.

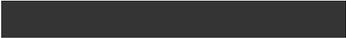
Écouter les jeunes Canadiens

En 2015, le premier ministre a choisi de devenir le ministre des jeunes afin de souligner son engagement envers les jeunes Canadiens et de veiller à ce que leurs préoccupations soient au centre du gouvernement.

Quelques mois plus tard, le gouvernement a créé le tout premier Conseil jeunesse du premier ministre. Ensemble, ces jeunes leaders – représentant des communautés diversifiées de toutes les régions du Canada – prodiguent des conseils non partisans importants au premier ministre et au gouvernement sur des enjeux d'importance pour eux et pour tous les Canadiens.

Chaque jour, les jeunes Canadiens jouent un rôle important dans le façonnement des priorités et des décisions du gouvernement. Par exemple, après une recommandation du Conseil jeunesse du premier ministre, le gouvernement a commencé à prendre en compte, dans le cadre d'un autre aspect sur la diversité, l'âge dans les nominations publiques et à considérer l'importance de la représentation des jeunes sur les conseils publics.

Entre-temps, de jeunes Canadiens ont dirigé l'élaboration de la toute première politique sur les jeunes au Canada. Cette initiative attendue aidera à s'assurer que les jeunes ont une voix dans les questions d'importance pour eux et à veiller à ce que le gouvernement réponde à leurs besoins aujourd'hui et à l'avenir.



« Les jeunes sont les bâtisseurs de la nation. Ils ont une capacité distinctive de façonner les enjeux différemment et d'attirer l'attention sur les questions d'importance pouvant être autrement ignorées ou sous-estimées. »

– Le premier ministre
Justin Trudeau

Ce qui compte

Les jeunes au Canada veulent avoir la possibilité de perfectionner leur carrière, d'investir dans une habitation et de bâtir un meilleur avenir pour eux-mêmes et pour leur communauté. Toutefois, ils ont également de nombreuses autres préoccupations importantes – la protection de notre démocratie, la lutte contre les changements climatiques, les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones et la lutte contre la violence armée et la promotion de l'inclusion et du multiculturalisme, pour n'en nommer que quelques-unes.

Depuis 2015, le gouvernement a entrepris un programme environnemental ambitieux qui met un prix à la pollution et qui protège notre air et nos eaux propres. Il adopte une approche de collaboration pour s'attaquer à la violence armée, en s'assurant que tous peuvent se sentir en sécurité dans leur communauté. Il lance également une stratégie nationale de lutte contre le racisme, et suit la voie de la réconciliation avec les communautés autochtones en appuyant les enfants et les langues autochtones tout en levant les avis d'ébullition d'eau. Il investit dans des initiatives de multiculturalisme dans l'ensemble du pays, tout en favorisant la démocratie au Canada et à l'étranger.

Lorsque les jeunes imaginent leur avenir, ils veulent des leaders qui n'hésitent pas à soulever des questions et à y donner suite. C'est précisément ce que fait le gouvernement.

Un meilleur départ

Que ce soit durant des séances de discussion de jeunes ou pendant des discussions en ligne, les jeunes Canadiens ont transmis le même message au gouvernement : investir dans un plan qui les aide à surmonter les obstacles à leur succès.

Le gouvernement fait des progrès à cet égard. Il a commencé par des mesures importantes pour soutenir la classe moyenne et les personnes qui travaillent fort pour en faire partie en mettant davantage d'argent dans les poches des Canadiens par l'intermédiaire de l'Allocation canadienne pour enfants, de l'Allocation canadienne pour les travailleurs et d'autres mesures historiques telles que la Stratégie de réduction de la pauvreté et la Stratégie nationale sur le logement.

Depuis 2015, à elle seule, l'Allocation canadienne pour enfants a contribué à sortir près de 300 000 enfants de la pauvreté. Elles ont aidé les parents à payer des choses comme des aliments sains, des vêtements neufs et des activités parascolaires qu'ils n'auraient pas eu les moyens de faire autrement.

En sortant autant d'enfants de la pauvreté, le gouvernement élimine un obstacle systémique à la réussite de centaines de milliers de jeunes Canadiens et établit un fondement solide pour les générations à venir.

Au moment où le gouvernement aide plus d'enfants à avoir un meilleur départ dans la vie, il demeure également concentré sur ce qui vient ensuite pour les jeunes – qu'ils cherchent à s'inscrire à l'université, à trouver un programme d'apprentissage, ou à lancer leur carrière.

Des études supérieures et des carrières enrichissantes

À mesure que les frais de scolarité postsecondaires deviennent plus coûteux et que l'économie mondiale se fait de plus en plus concurrentielle, il est impératif que les jeunes Canadiens aient accès à une éducation abordable et de qualité.

Même si le Canada fait partie des pays les plus scolarisés dans le monde – plus de 50 % des adultes Canadiens détiennent un diplôme ou un grade postsecondaire – trop de Canadiens continuent de faire face à des obstacles qui les empêchent de poursuivre des études postsecondaires ou des programmes de métiers spécialisés.



Lorsque nous permettons d'exclure les jeunes de bons emplois et de nouvelles possibilités, nous nuisons réellement à la croissance économique du Canada. Nous empêchons toute une génération de personnes de réussir et, à son tour, de créer davantage des emplois.

— Le ministre des Finances,
Bill Morneau

Depuis 2015, le gouvernement a instauré plusieurs mesures destinées à rendre les études et la formation postsecondaires plus abordables et plus accessibles. Qu'il s'agisse de renforcer les bourses d'études canadiennes ou de réduire les taux d'intérêts sur les prêts d'études canadiens, ou encore d'améliorer l'accès aux prêts pour les étudiants vulnérables, le gouvernement s'est assuré que plus de jeunes – peu importe leurs circonstances personnelles – ont la chance de fréquenter l'université ou le collège.

Dans l'année scolaire 2017-2018, plus de 490 000 étudiants ont reçu plus d'un milliard de dollars en subventions fédérales (des sommes d'argent que les étudiants n'ont pas à rembourser) pour les aider à payer leurs études. Cela représente une augmentation de 34 % des bénéficiaires de subventions et une augmentation de 90 % des montants totaux des bourses d'études canadiennes depuis 2014-2015.

Le gouvernement est aussi intervenu pour aider plus de jeunes à acquérir l'expérience de travail dont ils ont besoin. En date de 2018, environ 750 000 Canadiens âgés de 15 à 29 n'étaient ni en classe, ni dans un programme de formation, ni au travail. Cela représente presque 11 % des personnes de ce groupe d'âge.

En doublant le nombre de stages d'Emploi d'été Canada, le gouvernement a aidé près de 70 000 jeunes par année à acquérir une expérience de travail pratique avec un emploi d'été et à épargner pour leur études postsecondaires. En créant des dizaines de milliers de possibilités supplémentaires d'apprentissage en coopérative et intégrées au travail pour les étudiants, le gouvernement atteint son engagement pour que chaque étudiant qui veut un stage pratique puisse en trouver un, tout en établissant des programmes de subventions destinés à encourager plus de femmes à poursuivre une carrière bien rémunérée en sciences, en technologies et dans les métiers spécialisés.

Entre-temps, le Plan pour l'innovation et les compétences du gouvernement promeut une plus forte culture d'apprentissage permanent au Canada et aide les Canadiens de tous les âges à acquérir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail d'aujourd'hui et être prêts pour les emplois de l'avenir.

Ces initiatives ne représentent qu'une partie des mesures que prend le gouvernement pour aider plus de jeunes Canadiens à acquérir une éducation de qualité et une expérience de travail utile alors qu'ils se bâtissent un avenir.

Soutien à long terme

Le soutien du gouvernement aux jeunes ne s'arrête pas dès que ces derniers obtiennent leur diplôme universitaire ou collégial, terminent un apprentissage ou trouvent leur premier emploi.

Certains jeunes Canadiens se demandent si leur génération pourra arriver à devenir propriétaire de leur propre chez-soi. Les prix croissants des logements jumelés aux retards prolongés du cheminement de carrière signifient que les jeunes sont plus coincés par rapport à toute autre génération en ce qui concerne les logements. Comparativement à quelques décennies passées où les prix moyens des habitations étaient d'environ quatre fois plus élevés que les revenus moyens à temps plein des Canadiens âgés de 25 à 34 ans, aujourd'hui, ils sont d'environ huit fois plus élevés.

Certains pourraient craindre de ne pas avoir accès aux services de santé mentale et aux soins de santé dont ils ont besoin. Les taux de trouble de l'humeur sont plus élevés chez les personnes âgées de 15 à 24 ans comparativement à d'autres groupes d'âge, et le suicide est la deuxième cause principale de décès chez les personnes de ce groupe d'âge, comparativement à la neuvième cause pour la population générale. Moins de la moitié des jeunes personnes atteintes de dépression ou ayant des pensées suicidaires a demandé le soutien d'un professionnel.

Que ces inquiétudes visent la capacité à effectuer un paiement hypothécaire à la fin du mois ou l'accès à un régime de pension dans des décennies, il faut répondre dès maintenant à ces préoccupations.

Voilà pourquoi le gouvernement a pris des mesures importantes pour veiller à ce que tous les Canadiens puissent compter sur le soutien dont ils ont besoin. Le gouvernement a renforcé le Régime de pensions du Canada, le bonifiant pour que les jeunes Canadiens reçoivent des prestations plus élevées au moment de leur retraite, et il a créé la toute première Stratégie nationale sur le logement – un plan unique de 40 milliards de dollars destiné à rendre le logement abordable pour ceux qui en ont le plus besoin. Le gouvernement a aussi réalisé des investissements sans précédent dans la formation axée sur les compétences, appuyant les personnes qui souhaitent mettre ses compétences à niveau à toutes les étapes de leur carrière. Et grâce aux accords sur la santé qu'il a conclus avec toutes les provinces et tous les territoires, le gouvernement a offert un soutien de longue durée pour la santé mentale des communautés à l'échelle du pays. Toutes ses mesures s'inscrivent dans l'objectif de construire un Canada plus équitable et durable, incluant des mesures pour tarifier la pollution et financer les technologies d'efficacité énergétique, en plus d'améliorer la relation entre le gouvernement et les communautés autochtones.

Le budget de 2019 propose d'instaurer de nouveaux programmes et investissements qui continueront de préparer les jeunes Canadiens pour leur avenir et qui aideront ceux-ci à s'épanouir à chaque étape de leur vie.

Un soutien au service de plus d'étudiants. Afin de s'adapter aux réalités d'aujourd'hui, où les frais de scolarité et les coûts de subsistance sont plus élevés, le budget de 2019 propose des changements importants aux prêts d'études canadiens – à commencer par une baisse des taux d'intérêt, aidant ainsi les près de 1 million de personnes qui remboursent actuellement leurs prêts étudiants et économisant environ 2 000 \$ à l'emprunteur moyen sur la durée de son prêt. Le gouvernement offre également un allègement aux 200 000 emprunteurs de prêts étudiants qui obtiennent leur diplôme chaque année pendant qu'ils se cherchent un emploi, en faisant du délai de grâce de six mois qui suit l'obtention du diplôme une période sans intérêt et en permettant aux étudiants qui suspendent temporairement les études parce qu'ils ont un enfant ou sont aux prises avec des problèmes de santé (y compris de santé mentale) d'interrompre sans intérêt le remboursement de leurs prêts.

Acquérir de nouvelles compétences et une expérience de travail plus rapidement L'apprentissage intégré au travail permet aux jeunes d'acquérir une expérience pratique sur le marché du travail, notamment en effectuant des stages de travail avec des employeurs dans les industries pertinentes. Le budget de 2019 propose de créer jusqu'à 40 000 nouveaux stages pratiques par année d'ici 2023-2024 afin d'aider les jeunes à intégrer la population active avec confiance. De plus, le gouvernement investit dans la Table ronde sur le milieu des affaires et l'enseignement supérieur pour créer 44 000 possibilités d'apprentissage intégré au travail supplémentaires d'ici 2021, et élargir les programmes comme Service jeunesse Canada et la Stratégie jeunesse emploi afin d'aider plus de jeunes à acquérir de nouvelles compétences et à approfondir plus tôt leur expérience professionnelle.

Trouver un endroit où vivre. Afin de contribuer à des logements plus abordables pour les jeunes, le budget de 2019 propose d'offrir plus de latitude aux acheteurs d'une première habitation et aux locataires. Grâce au nouvel incitatif à l'achat d'une première propriété, les acheteurs admissibles auront l'option de financer une partie de leur achat d'une habitation au moyen d'un prêt hypothécaire avec participation auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), réduisant ainsi les paiements mensuels requis pour acheter une habitation. Le gouvernement élargit également l'initiative Financement de la construction de logements locatifs, aidant à construire plus d'options de logements locatifs abordables pour permettre aux Canadiens de vivre près de leur lieu de travail ou d'études, et lutter contre l'itinérance partout au pays grâce à la stratégie Vers un chez soi.

Un Canada où personne ne se sent seul. Pour diverses raisons complexes, les jeunes d'aujourd'hui ont plus de difficultés avec la santé mentale que toute autre génération de Canadiens. Le budget de 2019 propose d'investir dans un nouveau service pancanadien de prévention du suicide, dont l'objectif est de permettre à la population de l'ensemble du Canada d'accéder à un service bilingue de soutien en cas de crise, disponible en tout temps et offert par des intervenants compétents. Les utilisateurs du service pourraient utiliser la technologie de leur choix (voix, texte ou clavardage). Cette mesure donne suite aux investissements antérieurs du gouvernement dans les mesures de soutien de la santé mentale – surtout dans les communautés rurales, éloignées, nordiques et autochtones.

Rencontrer la prochaine génération du Canada

- À l'heure actuelle, il y a près de **10 millions de jeunes dans l'ensemble du pays**, âgés de 15 à 34 ans. Ils représentent environ **un quart** de la population du pays.
- **L'Ouest canadien et le Nord** ont la proportion la plus forte de jeunes dans leurs communautés.
- C'est particulièrement vrai dans les communautés autochtones où **le nombre de jeunes des Premières Nations, métis et inuits âgés de 15 à 34 ans a augmenté de 39 %** de 2006 à 2016, par rapport à un peu plus de 6 % pour les jeunes non autochtones.
- Toutefois, seulement **15 %** des jeunes du Canada vivent dans les communautés rurales.
- Les jeunes Canadiens sont **plus diversifiés** que toute autre génération au Canada, dont **27 % appartiennent à une minorité visible**.
- Les jeunes sont également **plus branchés** que jamais. Presque 100 % des Canadiens âgés de 15 à 24 ans utilisent quotidiennement Internet.
- Plus des **trois quarts** des jeunes **utilisent Internet pour suivre l'actualité et les affaires courantes** – plus de deux fois le taux parmi les Canadiens plus vieux.
- La moitié de ceux âgés de 25 à 34 ans **font des achats en ligne au moins une fois par semaine**, près de deux fois le taux pour les Canadiens plus vieux.
- **Plus d'un jeune Canadien sur 10 ont une incapacité**, dont la santé mentale et les troubles d'apprentissage sont les plus communs.
- **39 %** des Canadiens âgés de 18 à 29 ans indiquent que la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement constituent des questions auxquelles ils sont confrontés personnellement.

Investissements dans l'avenir du Canada

Confrontés aux dynamiques mondiales changeantes et à l'incertitude économique, les jeunes font preuve d'une détermination et d'une persévérance incroyables. Les jeunes Canadiens sont prêts à être les champions d'un pays plus équitable, plus diversifié et plus inclusif.

Les jeunes d'aujourd'hui profitent de nouvelles possibilités à un rythme encourageant. Ils sont plus susceptibles de poursuivre des études supérieures, et devraient avoir des carrières plus fructueuses que la génération qui les précède. Afin d'ouvrir ces portes davantage, le budget de 2019 fait des investissements stratégiques et responsables dans le potentiel des jeunes, les aidant ainsi à s'établir plus tôt dans des carrières à temps plein bien rémunérées.

Aider les jeunes Canadiens à se bâtir une carrière

Afin d'aider les jeunes Canadiens à faire une transition sans heurts vers de bons emplois, le gouvernement investit dans les possibilités nouvelles et continues suivantes pour permettre aux jeunes de travailler pendant ou immédiatement après leurs études.

Service jeunesse Canada

- Créera jusqu'à 15 000 placements pour les jeunes Canadiens d'ici 2023-2024.
- Continuera d'offrir 1 000 subventions individuelles chaque année aux jeunes afin de leur permettre de créer leurs propres projets de service.
- Inclut de nouveaux incitatifs et de nouveaux soutiens aux programmes, créés conjointement avec des jeunes dans le but d'éliminer les obstacles à la participation à des services déterminés par les jeunes sous-représentés.
- **Le budget de 2019 d'investir jusqu'à 314,8 millions de dollars de plus sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et 83,8 millions par année par la suite.**

L'élargissement du programme Service jeunesse Canada permettra aux jeunes Canadiens d'offrir des services à leur communauté tout en acquérant une expérience et des compétences inestimables en leadership.

L'investissement du budget de 2019 appuiera également un ensemble de nouveaux programmes créés en collaboration avec les jeunes en vue de réduire les obstacles à la participation aux services, ainsi qu'une plateforme numérique à l'aide du nouveau portail numérique des jeunes du gouvernement du Canada. Ensemble, ces placements et ces programmes de soutien permettront de favoriser une culture de service parmi les jeunes Canadiens.

Stratégie emploi jeunesse

- Jumeler plus de 90 000 jeunes Canadiens avec des emplois chaque année
- Aider plus de 33 000 jeunes vulnérables à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour trouver un emploi ou retourner aux études en 2017-2018.
- Le budget de 2018 a fourni un financement de 448,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 49,5 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, à compter de 2019-2020.**

L'investissement appuiera des stages de travail, permettra d'établir des partenariats avec les entreprises, de mettre en place des projets pilotes en vue d'embaucher les jeunes et améliorera l'évaluation de la Stratégie. Le financement appuiera également le développement du nouveau portail numérique des jeunes du gouvernement du Canada – une plateforme conviviale en ligne qui aidera les jeunes à naviguer les mesures fédérales de soutien à l'emploi.

Apprentissage intégré au travail

- **Le budget de 2019 créer jusqu'à 84 000 nouveaux stages pratiques par année d'ici 2023-2024, un investissement de 798,2 millions de dollars sur cinq ans.**
- Le budget de 2015 a prévu 73,0 millions de dollars sur quatre ans pour le Programme de stages pratiques pour étudiants, à compter de 2016-2017, afin de créer plus de 10 000 nouveaux emplois dans les STIM et le commerce.
- Le gouvernement a aussi fourni 11 millions de dollars sur trois ans au Programme de stages pratiques pour étudiants, à compter de 2018-2019, afin de créer 1 500 stages pratiques pour les jeunes dans les domaines de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle.
- Le budget de 2017 a fourni 221 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2017-2018, afin d'aider Mitacs à atteindre son objectif de créer 10 000 placements d'apprentissage intégré au travail par année pour les étudiants postsecondaires et les diplômés.

L'apprentissage intégré au travail permet aux jeunes d'acquérir une expérience pratique en effectuant des stages de travail avec des employeurs dans les industries pertinentes. Cet investissement donne suite au nouvel engagement du gouvernement pour créer un stage d'apprentissage intégré au travail pour chaque étudiant qui en veut un, créant ainsi de nouvelles possibilités dans le cadre du Programme de stages pratiques pour étudiants, investissant dans d'autres possibilités de stages pratiques et de partenariat avec la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur.

Allocation canadienne pour la formation

- Les travailleurs âgés de 25 à 64 ans accumulent un solde de 250 \$ par année, jusqu'à une limite cumulative de 5 000 \$, à dépenser pour des études ou une formation.
- Un congé payé allant jusqu'à quatre semaines afin d'acquérir de nouvelles compétences dans le cadre du régime d'assurance-emploi.
- Des mesures de protection de la main-d'œuvre afin de protéger les emplois des travailleurs qui prennent congé afin de perfectionner leurs compétences ou en acquérir de nouvelles.
- **Le budget de 2019 propose d'investir plus de 1,7 milliard de dollars sur cinq ans, et 586,5 millions par année par la suite.**

Aujourd'hui, le caractère changeant du monde du travail signifie que les gens peuvent changer plusieurs fois d'emploi au cours de leur vie professionnelle ou avoir besoin de nouvelles compétences pour conserver leur emploi dans un environnement en évolution. Pour les travailleurs canadiens, cette réalité pose un nouveau défi : comment obtenir la formation dont ils ont besoin pour conserver leur emploi actuel ou se préparer pour un nouvel emploi. La nouvelle allocation canadienne pour la formation accordera aux travailleurs plus de temps et d'argent pour acquérir de nouvelles compétences.

Emplois d'été Canada

- 70 000 placements professionnels pour les jeunes durant l'été 2019.
- 66 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2018-2019, afin de maintenir le nombre accru de placements professionnels, d'environ 35 000 à 70 000.

Emplois d'été Canada offre aux jeunes Canadiens une expérience de travail significative au début de leur vie professionnelle, les aidant à entrer et à réussir sur le marché du travail avec succès. Emplois d'été Canada offre un financement aux organismes à but non lucratif, aux employeurs du secteur public et aux petites entreprises afin de leur permettre d'embaucher de jeunes personnes âgées de 15 à 30 ans.

- Un soutien pour environ 1 000 jeunes entrepreneurs par année sur cinq ans, à compter de 2019-2020.
- Mobiliser 7 250 jeunes entrepreneurs autochtones au moyen de séances d'information, de l'accès aux outils de soutien à l'entreprise et de la formation sur cinq ans, à compter de 2019-2020.
- Au cours des deux dernières décennies, a déjà aidé 11 400 jeunes à lancer des entreprises.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 38 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020.**

En renforçant un investissement en 2017 de 14 millions de dollars sur deux ans, Futurpreneur Canada poursuivra son travail important consistant à offrir aux jeunes des sources en mentorat et d'apprentissage, ainsi qu'un financement de démarrage en vue de les aider à concrétiser leurs idées commerciales et de les mettre sur le marché.

Ce à quoi pourrait ressembler une jeune main-d'œuvre spécialisée

Louis-Alex vit au Québec, et après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires, il s'est immédiatement joint à la population active pour aider à couvrir les coûts du ménage. Arrivant à la fin de la vingtaine, il passe d'un emploi à l'autre - passant la majorité du temps à effectuer de menus travaux au salaire minimum. Il sait qu'il peut en faire plus, mais il ne peut pas se permettre de contracter des dettes pour retourner aux études. Avec le soutien du gouvernement, Louis-Alex pourrait :

- ✓ *Se joindre à un programme de pré-apprentissage, obtenant l'accès aux métiers spécialisés tout en continuant de faire de l'argent – une possibilité financée par des investissements du gouvernement.*
- ✓ *Bénéficier d'un financement et du mentorat pour lancer sa propre petite entreprise par l'intermédiaire des services aux entrepreneurs du gouvernement, comme Futurpreneur Canada.*

Améliorer le soutien fédéral à la formation d'apprenti

- Plus de 9 000 étudiants ont participé aux Olympiades canadiennes des métiers et des technologies
- **Le budget de 2019 propose d'investir 46 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2019-2020, et 10 millions par année par la suite, à l'appui du programme Compétences Canada.**

Cet investissement permettra à Compétences Canada de continuer à promouvoir les métiers et les carrières en technologies auprès des jeunes Canadiens. Le concours national de 2 018 de Compétences Canada comprenait plus de 550 concurrents dans 44 domaines de compétences.

CodeCan

- CanCode est sur la bonne voie pour mobiliser 1 million de jeunes de la maternelle à la 12^e année en acquisition de compétences numériques et en codage, et vise plus d'un autre million d'ici 2021.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 60 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2019-2020.**
- Ce nouveau financement s'appuie sur un investissement de 50 millions de dollars sur deux ans prévu par le budget de 2017.

En soutenant l'acquisition de compétences numériques, technologiques, en codage et en données, CodeCan aide les jeunes Canadiens à devenir des participants et des dirigeants actifs dans l'économie numérique. CodeCan aide également à faire le pont entre les fossés numériques en mettant l'accent sur la sensibilisation des jeunes qui sont traditionnellement sous-représentés dans les STIM, comme les filles et les peuples autochtones.

Ce à quoi pourrait ressembler une jeune main-d'œuvre spécialisée

Harinder étudie les sciences informatiques en Colombie-Britannique. Elle a entendu dire que quelques années de stages non payés lui permettraient de se trouver un poste salarié. Cependant, Harinder et son partenaire veulent former une famille et acheter leur première habitation, et elle s'inquiète de repousser ses rêves personnels à bien des années plus tard. Avec le soutien du gouvernement, Harinder pourrait acquérir de l'expérience de la façon suivante :

- ✓ *Trouver un stage d'apprentissage rémunéré intégré au travail auprès d'une entreprise dans le cadre d'un programme appuyé par l'investissement du gouvernement.*
- ✓ *Obtenir une subvention pour appuyer sa bourse de recherche en recherche informatique par l'intermédiaire des conseils subventionnaires du gouvernement.*

Parlons sciences et PromoScience

- Des millions de jeunes ont interagi avec Parlons sciences et PromoScience.
- **Le budget de 2019 propose de fournir 10 millions de dollars sur deux ans à Parlons sciences.**
- Le budget de 2017 a prévu 10,8 millions de dollars sur cinq ans à PromoScience, à compter de 2017-2018.

Les programmes comme Parlons sciences et PromoScience incitent les jeunes à participer à des activités pratiques des STIM et à des expériences scientifiques, aidant ainsi les jeunes à acquérir des capacités de raisonnement critique et à ouvrir des portes aux fins d'études et de travail futurs dans ces domaines. Ils aident également à faire en sorte que davantage de filles – et de membres d'autres groupes sous-représentés dans les STIM – s'intéressent aux STIM dès un jeune âge.

Accès au service Internet à haute vitesse pour tous les Canadiens

- S'engager à un objectif national où tous les foyers et toutes les entreprises du Canada auront accès à Internet haute vitesse d'ici 2030, peu importe leur emplacement.
- **Le budget de 2019 propose d'investir jusqu'à 1,7 milliard de dollars sur 13 ans, à compter de 2019-2020.**

L'accès rapide et fiable à Internet n'est plus un luxe – c'est une nécessité. Il permet aux étudiants et aux jeunes de faire leurs devoirs, de communiquer avec leurs amis et de se chercher un emploi. Ces investissements permettront de faire en sorte que les jeunes Canadiens qui vivent dans les communautés rurales et éloignées aient la possibilité d'utiliser les mêmes outils et applications en ligne – comme l'informatique en nuage ou la diffusion de vidéos en continu – que leurs parents ou amis qui vivent dans les régions urbaines.

Améliorer les stages dans les secteurs sous réglementation fédérale

- *Modifications au Code canadien du travail pour limiter le recours aux stages non rémunérés dans les secteurs sous réglementation fédérale*
- Le budget de 2018 a investi 34,9 millions de dollars sur cinq ans, et 7,4 millions par année par la suite, afin de s'assurer que les milieux de travail fédéraux sont exempts d'harcèlement et de violence.
- En 2015, il y avait environ 13 000 stagiaires dans les secteurs sous réglementation fédérale

Même si les stages peuvent offrir aux jeunes Canadiens l'expérience de travail pratique dont ils ont besoin pour faire une transition réussie vers le marché du travail, certains stages – surtout ceux qui ne sont pas rémunérés – peuvent être inéquitables et abusifs. Pour s'assurer que les jeunes ne soient pas victimes d'abus dans ces milieux de travail, le budget de 2017 a annoncé l'élimination des stages non payés dans les secteurs sous réglementation fédérale où les stages ne font pas partie d'un programme d'études formel.

Fonds de la musique du Canada

- Appuyer les emplois pour les musiciens et les artistes canadiens, dont bon nombre sont des jeunes Canadiens.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 20 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2019-2020.**

Ce financement permettra de soutenir plus de musiciens et d'entrepreneurs de la musique canadiens, comme les producteurs et les agents, et tiendra mieux compte des coûts croissants de la commercialisation et de la promotion nécessaires dans l'industrie musicale d'aujourd'hui.

Ce à quoi pourrait ressembler une jeune main-d'œuvre spécialisée

Carson est un étudiant qui en est à sa troisième année en marketing dans une université de l'Ontario. Afin d'aider à payer ses frais de scolarité et d'autres coûts, il occupe un emploi au salaire minimum pendant l'année. Sur le point d'obtenir son diplôme, Carson s'inquiète de présenter des demandes d'emploi en marketing vu son manque d'expérience. Avec le soutien du gouvernement, Carson pourrait acquérir de l'expérience de la façon suivante :

- ✓ *Épargner plus d'argent l'été avec le programme Emploi d'été Canada, et se porter bénévole pendant l'année scolaire dans le domaine du marketing pour une organisation à but non lucratif.*
- ✓ *Présenter des demandes de stages pratiques pour étudiants par l'intermédiaire du bureau des services d'emplois de son université.*
- ✓ *Trouver un poste de marketing de niveau débutant après l'obtention de son diplôme auprès d'un employeur du secteur public ou d'une petite entreprise dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse.*

Rendre l'éducation plus accessible et abordable

Chaque type d'éducation peut ouvrir plus de portes pour les jeunes et élargir les perspectives. Le gouvernement comprend ce fait et a pris des mesures pour aider les familles de la classe moyenne à avoir les moyens pour poursuivre des études tout en éliminant d'autres types d'obstacles.

Rendre les prêts d'études canadiens plus abordables

- **Le budget de 2019 réduit les taux, aide près de 1 million d'emprunteurs qui remboursent leurs prêts étudiants et permet à l'emprunteur moyen d'économiser environ 2 000 \$ sur la durée de son prêt.**
- Il accordera également un délai de grâce de six mois sans intérêt, aidant ainsi les 200 000 emprunteurs étudiants qui quittent les études chaque année.
- Les changements proposés par le budget de 2019 aux prêts d'études canadiens entraîneront des revenus perdus de 1,7 milliard de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et de 375,9 millions de dollars par année par la suite.

Les changements proposés dans le budget de 2019 à la politique sur les taux d'intérêt des prêts d'études canadiens permettront de répondre aux réalités actuelles, dont les frais de scolarité plus élevés, les coûts de la vie plus élevés et la nature changeante du travail auxquels sont confrontés les jeunes travailleurs. Le gouvernement réduira le taux d'intérêt flottant, utilisé par 99 % des étudiants, au taux préférentiel.

Rendre les prêts d'études canadiens plus accessibles

- 1 500 étudiants par année devraient profiter des changements apportés aux soutiens pour les étudiants ayant une incapacité permanente.
- 3 500 étudiants par année devraient profiter de l'accès accru à la régularisation des prêts
- **Le budget de 2019 propose d'investir 15,0 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et 10,4 millions par année par la suite à Emploi et Développement social Canada.**

Cet investissement modernisera le Programme canadien de prêts aux étudiants en vue de mieux répondre aux besoins des emprunteurs qui sont des étudiants vulnérables. Cela comprend des soutiens accrus pour les étudiants ayant une incapacité permanente, ainsi que l'instauration de congés médicaux et parentaux sans intérêt et sans remboursement pour les emprunteurs de prêts étudiants.

Congé parental payé à l'intention des étudiants en recherche

- Permet d'augmenter la durée du congé parental de 6 mois à 12 mois pour les étudiants et les boursiers postdoctoraux
- **Le budget de 2019 d'investir 37,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et 8,6 millions par année par la suite.**

Afin de mettre l'accent sur leur recherche, les étudiants qui reçoivent des subventions ou des bourses d'études fédérales peuvent ne pas participer au marché du travail traditionnel. Puisqu'il n'existe aucune relation employeur-employé typique, les chercheurs étudiants ne sont pas en mesure de profiter de prestations de congé parental. En élargissant le congé parental payé à ces étudiants, l'équité et l'inclusion en matière de recherche seront améliorées.

Stratégie en matière d'éducation internationale

- Soutenir les étudiants postsecondaires et les jeunes Canadiens qui cherchent des possibilités de voyager, d'étudier et de travailler à l'étranger.
- Attirer plus d'étudiants étrangers de premier niveau au Canada par la promotion des établissements d'enseignement canadiens en tant que lieu d'études de haut calibre.
- **Le budget de 2019 d'investir 147,9 millions de dollars sur cinq ans, et 8,0 millions par année par la suite.**

Dans une économie et un marché du travail de plus en plus mondialisés, les étudiants canadiens bénéficient d'un éventail de compétences, y compris l'adaptabilité, la maîtrise de plus qu'une ou deux langues et des connaissances interculturelles. Ce financement servira à aider plus d'étudiants canadiens à participer à des possibilités d'étude, de travail et de voyage à l'étranger, en plus d'investir dans des activités de promotion afin de s'assurer que les étudiants étrangers continuent de choisir le Canada comme destination de choix pour leurs études.

Une éducation solide dans les régions de l'Arctique et du Nord

- **Le budget de 2019 propose d'investir jusqu'à 26 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020**, pour le Collège du Yukon afin de construire un nouveau pavillon des sciences pour appuyer sa transition en université, **devenant la première université nordique du Canada.**
- **Le budget de 2019 propose aussi un investissement de 1,0 million de dollars sur deux ans, à compter de 2019-2020, pour mettre sur pied un groupe de travail qui se penchera sur l'éducation postsecondaire dans les régions de l'Arctique et du Nord du Canada.**
- **Ainsi que 5,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et 1,1 million par année par la suite pour fournir aux jeunes du Nord des possibilités d'apprentissage internationales**, en créant un programme d'échange et de stages internationaux, inviter les jeunes à participer à des réunions nationales et internationales de l'Arctique et établir un Conseil sur les jeunes de l'Arctique pour aborder des questions internationales liées à l'Arctique.

Les communautés prospèrent lorsque des possibilités d'éducation sont offertes. Des options élargies en matière d'éducation postsecondaire au sein de l'Arctique et dans les régions nordiques du Canada feront en sorte qu'il soit plus facile pour les jeunes et d'autres de poursuivre leurs études et de contribuer à une économie nordique dynamique.

Bourses d'études et de perfectionnement pour les études supérieures

- 500 autres bourses à la maîtrise et 167 autres bourses au doctorat sur trois ans chaque année dans le cadre du Programme de bourses d'études supérieures du Canada
- **Le budget de 2019 propose d'investir 114 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et 26,5 millions par année par la suite.**

En plus des prêts étudiants et des subventions, le gouvernement offre une série de bourses d'études qui rendent les études supérieures plus abordables pour les étudiants qui cherchent à poursuivre des études supérieures en vue d'acquérir les compétences en recherche nécessaires au sein d'une économie du savoir. À mesure que les bénéficiaires de ces bourses suivent leur formation dans les universités et les hôpitaux de recherche, et qu'ils font la transition vers le marché du travail, ils apportent de nouvelles idées et de nouveaux points de vue pour relever certains des défis les plus importants au monde.

Conseils subventionnaires

- Offrir des possibilités de formation à 8 000 étudiants de premier cycle, de deuxième cycle et au doctorat, ainsi qu'à 1 300 étudiants postdoctoraux, chaque année.
- Le budget de 2018 a fourni 1,7 milliard de dollars sur cinq ans, à compter 2018-2019.

Les Conseils subventionnaires constituent le principal mécanisme fédéral par l'intermédiaire duquel le financement est transféré aux établissements postsecondaires et aux hôpitaux de recherche. Ce financement fourni dans le budget de 2018, qui appuie la prochaine génération de chercheurs canadiens, est le montant unique le plus important jamais accordé dans l'histoire canadienne à la recherche fondamentale.

Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires

- Plus de 300 projets d'infrastructure dans les établissements d'enseignement postsecondaire.
- Le budget de 2016 a fourni 2 milliards de dollars sur trois ans, à compter de 2016-2017.

Le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires appuie les projets d'infrastructure dans les universités, les collèges, les établissements polytechniques et les organisations de recherche et de commercialisation affiliées. De telles améliorations aux infrastructures postsecondaires pourraient approfondir les expériences d'apprentissage des étudiants et améliorer la qualité des milieux d'enseignement et d'apprentissage.

Renouvellement du soutien à Passeport pour ma réussite Canada

- Le taux d'obtention de diplôme d'études secondaires a augmenté en moyenne de 85 % dans les communautés où ce programme est offert.
- 38,0 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2018-2019.

Passeport pour ma réussite Canada est une œuvre de bienfaisance qui aide les jeunes dans les communautés à faible revenu partout au Canada à terminer leurs études secondaires et à réussir la transition vers les études postsecondaires et le marché du travail. À l'aide de ce financement renouvelé, Passeport pour ma réussite Canada offrira à un plus grand nombre de jeunes vulnérables l'appui dont ils ont besoin pour réussir leurs études, notamment sous forme de tutorat, de mentorat professionnel et d'aide financière, comme des bourses d'études et des stages.

Aider les jeunes Canadiens à se trouver un chez-soi abordable

Un marché du logement en santé est un bon signe pour l'économie croissante du Canada. Cependant, l'achat d'une habitation devient de plus en plus difficile pour les jeunes Canadiens – surtout ceux qui vivent dans les villes densément peuplées. Lors que les travailleurs Canadiens ne peuvent pas profiter des avantages de cette croissance, le gouvernement doit intervenir et agir.

Incitatif à l'achat d'une première propriété

- Il fournirait aux acheteurs admissibles, dont un grand nombre sont des jeunes, un financement pour une partie de leur première habitation sans qu'un versement mensuel ne soit requis.
- **Le budget de 2019 propose de créer l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), à compter de 2019-2020.**

Épargner suffisamment pour une mise de fonds et gérer les frais mensuels d'accession à la propriété peuvent être difficiles – en particulier pour les acheteurs d'une première habitation. Dans le cadre de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, les acheteurs admissibles demanderaient à la SCHL de financer une partie de leur achat d'habitation au moyen d'un prêt hypothécaire avec participation. L'Incitatif offrirait un financement de 5 % ou de 10 % du prix d'achat de l'habitation.

À titre d'exemple, si un acheteur achète une habitation de 400 000 \$ avec une mise de fonds de 5 % et un prêt hypothécaire avec participation de la SCHL de 5 % (20 000), le montant de l'hypothèque assurée de l'emprunteur serait réduit, passant de 380 000 \$ à 360 000 \$, ce qui lui permet de réduire sa facture hypothécaire mensuelle. Cette mesure rendrait plus facile pour les jeunes Canadiens d'acheter une habitation qu'il peuvent se permettre et d'épargner de l'argent tous les mois, ce qui leur permettrait d'avoir davantage d'argent pour rembourser plus rapidement leur hypothèque assurée ou à consacrer à d'autres priorités.

Moderniser le Régime d'accession à la propriété

- **Le budget de 2019 propose d'augmenter de 25 000 \$ à 35 000 \$ la limite des retraits du Régime d'accession à la propriété.**
- Cela s'appliquerait aux retraits effectués après le 19 mars 2019.

Afin de contribuer à la mise de fonds et aux frais associés à l'achat d'une première habitation, le Régime d'accession à la propriété permet aux acheteurs d'une première habitation de retirer un montant de leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER) pour acheter ou construire une maison sans devoir payer d'impôt sur ce retrait. Le montant de retrait maximum du Régime d'accession à la propriété – actuellement 25 000 \$ – n'a pas été rajusté depuis 10 ans.

Le défi d'offre de logements

- Encouragement de nouvelles approches novatrices pour accélérer l'approbation partout au pays.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 300 millions de dollars pour lancer un nouveau défi d'offre de logement.**

Le défi d'offre de logement invitera les municipalités et les Canadiens de l'ensemble du pays à proposer de nouvelles façons d'éliminer les obstacles à la création de nouveaux logements. Les candidats retenus seront choisis et financés au moyen d'un concours fondé sur le mérite. Ce défi vise à favoriser de solutions innovatrices pour améliorer l'offre de logement et à créer une plateforme pour échanger ces modèles avec les communautés partout au Canada.

Élargir l'Initiative de financement de la construction de logements locatifs

- Aide à créer 42 500 nouvelles unités locatives partout au Canada en concentrant tout particulièrement les efforts dans les secteurs où l'offre locative est faible.
- **Dans son budget de 2019, le gouvernement propose un investissement supplémentaire de 10 milliards de dollars supplémentaires de financement sur neuf ans, prolongeant ainsi le programme jusqu'en 2027-2028.**

L'Initiative de financement de la construction de logements locatifs, lancée en 2017, fournit des prêts à faible coût pour la construction de nouveaux logements locatifs destinés aux Canadiens à revenu modeste et moyen. Dans le budget de 2018, le programme a été bonifié afin soutenir la construction de 14 000 nouveaux logements pendant la durée de vie du programme. À ce jour, les demandes reçues dans le cadre du programme proviennent de toutes les régions du Canada. Plus de 50 projets ont été prioritaires afin de recevoir un prêt, y compris cinq projets, représentant 500 logements locatifs, ont été annoncés.

Un marché du logement plus équitable

- **Le budget de 2019 propose de créer quatre nouvelles équipes d'audit immobilier** à l'Agence du revenu du Canada pour s'assurer que les dispositions fiscales concernant les biens immobiliers sont respectées.
- **Le budget de 2019 propose également de renforcer le régime de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité du gouvernement** afin de protéger les marchés du logement contre les fonds illicites.
- **Le budget de 2019 propose de verser à Statistique Canada un financement pouvant atteindre un million de dollars sur deux ans, à compter de 2019-2020**, pour effectuer une évaluation des besoins en matière de données du gouvernement fédéral.

Ensemble, l'inobservation des règles fiscales et le recyclage des produits de la criminalité peuvent exercer des pressions à la hausse sur les prix des logements dans les régions où la demande est forte et l'offre limitée, ce qui rend l'accès à la propriété moins abordable pour les familles canadiennes. Ces mesures aideront à faire en sorte que les règles pour l'achat ou la location de logements soient appliquées de façon égale à l'échelle du marché du logement du Canada, de façon équitable et transparente.

Stratégie nationale sur le logement du Canada

- **Un plan de 40 milliards de dollars destiné à rendre le logement abordable pour ceux qui en ont le plus besoin, donnant suite aux investissements des budgets de 2016 et de 2017.**
- Elle fera en sorte que 530 000 familles n'éprouveront plus de besoins en matière de logement et aidera à réduire de moitié l'itinérance chronique au cours de la prochaine décennie.

Partout au Canada, 1,7 million de ménages ont un besoin de logement, vivant dans des logements qui sont inadéquats ou inabordables. La Stratégie nationale sur le logement fait partie d'une vision à long terme visant à renforcer la classe moyenne, à promouvoir une croissance durable pour les Canadiens et qui sort davantage de Canadiens de la pauvreté. La Stratégie – financée au moyen de programmes nouveaux et existants – adopte une approche fondée sur les droits de la personne, et inclut un Fonds national de co-investissement pour le logement, des initiatives de logement communautaires et abordables et l'Allocation canadienne pour le logement.

Investir dans la prochaine génération de chefs autochtones

Investir dans la prochaine génération de chefs autochtones La relation entre le gouvernement et les communautés autochtones est importante et en évolution, et la réconciliation en est le principe central. En tant que population dont la croissance est la plus rapide au Canada, les jeunes autochtones façonneront le succès autochtone du prochain siècle – le gouvernement fait donc d'importants investissements dans la santé, la sécurité et l'éducation des communautés autochtones.

Principe de Jordan : l'initiative de l'enfant d'abord

- Depuis 2016, le principe de Jordan a approuvé plus de 214 000 demandes de services sociaux, de santé et d'éducation.
- 382 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2016-2017, et 297,4 millions supplémentaires en 2018-2019.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 1,2 milliard de dollars sur trois ans.**

Le Prince de Jordan aide à faire en sorte que tous les enfants des Premières Nations puissent accéder au soutien et aux services sociaux, de santé et d'éducation dont ils ont besoin, là et au moment où ils en ont besoin.

Soutenir les enfants inuits

- 33 % de la population inuite est âgée de moins de 15 ans, par rapport à 17 % de la population totale du Canada.
- 21 500 enfants inuits pourraient profiter de cet investissement.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 220 millions de dollars sur cinq ans.**

En raison de l'éloignement de leur communauté d'origine et de la disponibilité limitée de différents services appropriés sur le plan culturel, les enfants inuits doivent composer avec un certain nombre de défis particuliers pour accéder à des services de santé et à des services sociaux. Ce financement permettra de fournir des services aux enfants inuits, alors que se poursuivent les travaux avec les partenaires inuits et les autres partenaires gouvernementaux afin d'améliorer les capacités locales nécessaires à la prestation de services.

Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations

- Bien que les enfants autochtones âgés de moins de 14 ans comptent pour 7,7 % des enfants au Canada, ils représentent plus de la moitié des enfants en famille d'accueil
- 634,8 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2016-2017, et 33 millions additionnels en 2018.
- 1,4 milliard de dollars sur six ans, à compter de 2017-2018.

Les enfants autochtones sont enlevés de leurs familles et leurs communautés selon des taux beaucoup plus élevés par rapport aux enfants non autochtones et ils sont plus susceptibles d'être pris en charge en raison d'une négligence perçue, indiquant la nécessité de tenir compte de facteurs déterminants plus généraux, y compris la pauvreté et un soutien davantage des activités de prévention.

Améliorer l'éducation primaire et secondaire dans les réserves

- Seulement 44 % des Autochtones âgés de 18 à 24 ans et vivant dans une réserve ont terminé leurs études secondaires, comparativement à 88 % chez les personnes non autochtones.
- 2,6 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2016-2017, et 770,5 millions par année par la suite.
- 969,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2016-2017, pour l'infrastructure scolaire.

Ce financement appuiera l'enseignement primaire et secondaire dans les réserves afin d'améliorer les résultats d'éducation des jeunes des Premières Nations. Les deux tiers des quelques 108 000 étudiants qui vivent dans des réserves poursuivent leurs études dans des écoles dirigées par les Premières Nations, alors qu'un tiers poursuivent leurs études dans des écoles dirigées par la province ou des écoles primaires et secondaires privées.

Appuyer l'éducation postsecondaire des membres des Premières Nations

- Plus de 20 000 étudiants des Premières Nations par année reçoivent une aide financière dans le cadre du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire.
- 90 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2017-2018.
- Aidant plus de 4 600 étudiants autochtones à poursuivre leurs études postsecondaires, sur deux ans.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 327,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, pour renouveler et élargir le financement du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire**, tout en consultant les Premières Nations sur l'élaboration de modèles d'éducation postsecondaire durables dirigés par les Premières Nations.

Les membres des Premières Nations âgés de plus de 25 ans et vivant dans une réserve sont de 24 points de pourcentage moins susceptibles par rapport à leurs homologues non autochtones d'être titulaires d'un certificat ou d'un diplôme au niveau du baccalauréat ou supérieur. Afin de changer cette situation, le gouvernement aide les jeunes des Premières Nations à relever un éventail de défis relatifs à l'accès aux études postsecondaires, y compris des obstacles financiers.

Appuyer la Nation métisse en matière d'études postsecondaires

- À ce jour, environ 4 000 étudiants de la Nation métisse en Ontario, au Manitoba et en Alberta ont bénéficié de bourses versements réservés à la Nation métisse.
- 10 millions de dollars en 2018-2019 pour appuyer les versements réservés à la Nation métisse.
- **Le budget de 2019 propose d'investir 362 millions de dollars sur 10 ans, à compter de 2019-2020, et 40 millions par la suite afin d'appuyer une stratégie postsecondaire dirigée par la Nation métisse.**

Cet investissement appuie la réconciliation et l'autodétermination avec les membres de la Nation métisse au Canada et comblera davantage les écarts liés au marché du travail entre les Métis et les non-Autochtones au Canada.

Appuyer l'éducation postsecondaire des Inuits

- **Le budget de 2019 propose d'investir 125,5 millions de dollars sur 10 ans, à compter de 2019-2020, et 21,8 millions par année par la suite afin d'appuyer une stratégie d'éducation postsecondaire dirigée par les Inuits.**

Seulement 2 % des Inuits âgés de plus de 25 ans et vivant à l'intérieur de l'Inuit Nunagat ont obtenu un certificat ou un diplôme universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur. Cet investissement appuiera une stratégie décennale dirigée par les Inuits afin d'améliorer l'accès aux études postsecondaires et d'aider plus d'étudiants inuits à réussir leurs études.

Inspire

- Plus de 12 000 étudiants autochtones devraient profiter des bourses d'études d'Inspire
- 25 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2017-2018
- **Le budget de 2019 propose d'investir 9 millions de dollars de plus sur trois ans pour les bourses d'études et de recherche à Inspire.**

Inspire est un organisme national de bienfaisance enregistré exploité par les Autochtones qui investit dans l'éducation des Autochtones au profit à long terme des jeunes, de leur famille et de leur communauté, ainsi que du Canada. Ce financement appuie Inspire dans sa mission visant à aider les étudiants autochtones à obtenir une éducation postsecondaire.

Réduire les obstacles à l'emploi pour les jeunes des Premières Nations qui vivent dans les réserves

- Environ 12 000 personnes bénéficient d'un soutien pré-emploi
- 39,2 millions de dollars par année de 2017-2018 à 2019-2020
- **Le budget de 2019 propose d'investir 39,2 millions de dollars de 2020-2021.**

Les jeunes des Premières Nations qui vivent dans les réserves sont aux prises avec des défis uniques lorsqu'ils veulent intégrer le marché du travail. Ce financement offre des services de gestion des cas aux jeunes qui vivent dans les réserves qui les aideront à acquérir des compétences préalables à l'emploi, à accéder à une formation et à surmonter les obstacles à l'emploi.

Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones

- Devrait aider 15 000 Autochtones – dont environ 8 000 seront des jeunes – à trouver des emplois de grande qualité bien rémunérés
- 2 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, et 408,2 millions par année par la suite.

Le financement appuiera la mise sur pied d'un nouveau Programme de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones. Les Autochtones ont moins tendance à avoir un emploi que les non-Autochtones, et ceux qui en ont un gagnent habituellement moins d'argent. Le Programme mettra davantage l'accent sur la formation liée à des emplois de plus grande qualité et mieux rémunérés plutôt qu'au réemploi rapide.

Soutien en matière de mieux-être mental pour les Autochtones

- 69 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2016-2017, pour répondre aux besoins urgents liés à la santé mentale et au bien-être.
- 118,2 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2017-2018, pour accroître le soutien aux services de santé mentale pour les Premières Nations et les Inuits.

Les communautés autochtones, et surtout les jeunes situés dans des régions rurales, éloignées et isolées, sont souvent confrontées à des cas de santé mentale inquiétants et de crises en matière de suicide. Cet investissement finance des mesures immédiates pour offrir de l'aide et du soutien aux communautés qui ont des taux élevés de suicide parmi les jeunes.

Investir dans les jeunes et les sports autochtones

- 18,9 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2017-2018, et un financement permanent de 5,5 millions tous les quatre ans par la suite, pour appuyer les programmes de sport.
- 47,5 millions de dollars sur cinq ans, et 9,5 millions par la suite, à compter de 2018-2019, pour appuyer les organisations sportives autochtones provinciales et territoriales.

Ce financement appuie les programmes de sport pertinents sur le plan culturel pour les jeunes autochtones au niveau de la communauté. Il appuie également les peuples autochtones au niveau national du sport. Le sport communautaire peut être un outil puissant pour soutenir les jeunes autochtones. Il favorise l'inclusion sociale, aide à bâtir l'estime de soi, renforce l'identité autochtone et inspire un sentiment de fierté.

Jeunes autochtones et réconciliation

- **Le budget de 2019 propose d'investir 15,2 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2019-2020.**

Nombre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada portent sur l'amélioration du bien-être des jeunes autochtones au Canada. Ce financement contribuera à faire en sorte que les voix des jeunes métis, inuits et métis demeurent au centre des initiatives de la réconciliation, à l'aide d'un programme pilote des jeunes autochtones exécuté par Échanges Racines canadiennes, qui travaille à faire progresser la réconciliation en réunissant les jeunes autochtones et non autochtones afin de favoriser la compréhension et le respect mutuels.

Jeunes Canadiens sains, sécuritaires et diversifiés

Grâce aux travaux des défenseurs et les jeunes dirigeants visant à réduire la stigmatisation, les jeunes Canadiens sont plus susceptibles de parler de la santé mentale et des cas de discrimination, d'agression et d'intimidation. Le gouvernement a maintenant une responsabilité envers la prochaine génération de changer les tendances et de mieux soutenir les jeunes qui ont été des victimes. De plus, les obstacles systémiques existent encore à l'égard des jeunes qui ont été racialisés, les jeunes LGBTQ2 ou les jeunes qui vivent avec une invalidité.

Santé mentale et cas de crise

- 5 milliards de dollars sur 10 ans, à compter de 2018-2019, pour appuyer les initiatives de santé mentale.

Ce financement appuie les provinces et les territoires pour l'élargissement de l'accès aux services communautaires de santé mentale et de toxicomanie, dont un meilleur en matière de santé mentale pour jusqu'à 500 000 jeunes Canadiens âgés de moins de 25 ans qui ne peuvent même pas recevoir des services de santé mentale de base.

- **Le budget de 2019 propose d'investir 25 millions de dollars sur cinq ans et 5 millions par année par la suite, afin de collaborer avec des partenaires expérimentés pour appuyer un service pancanadien de prévention du suicide.**

S'appuyant sur les services existants, le Service pancanadien de prévention du suicide donnera l'accès à un service bilingue de soutien en cas de crise, disponible en tout temps et offert par des intervenants compétents. Les utilisateurs du service pourraient utiliser la technologie de leur choix (voix, texte ou clavardage).

Aider les jeunes Canadiens à vivre en sécurité et à avoir une vie saine

- Plus de 350 millions de dollars en nouveaux fonds depuis 2017 afin de soutenir une réponse fédérale complète à la crise des opioïdes – qui a été responsable de plus de 9 000 décès entre janvier 2016 et juin 2018.
- **Le budget de 2019 propose d'accorder un financement supplémentaire de 30,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020, et 1 million par année par la suite afin de réduire les écarts persistants dans la réduction des méfaits et le traitement lié à l'usage problématique des opioïdes et aux défis émergents se rapportant aux surdoses des opioïdes partout au pays.**

Globalement, le financement soutient une série complète de mesures à l'appui de la prévention, du traitement, de l'application de la loi et de réduction de méfaits liés à l'usage problématique des opioïdes – en partenariat avec les provinces et les territoires.

- 80,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, afin de renouveler et d'améliorer la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme, et 32,3 millions sur cinq ans, à compter de 2017-2018, afin de réglementer les produits de vapotage.

Le financement contribuera à s'assurer que les Canadiens détiennent les faits sur l'usage du tabac et les nouveaux produits de vapotage, notamment les conséquences sur leur santé, pour qu'ils puissent prendre des choix éclairés.

Prévention de l'intimidation et de la cyberintimidation

- Un Canadien sur cinq âgés de 15 à 20 ans qui ont utilisé Internet entre 2009 et 2014 a signalé avoir été victime de cyberharcèlement ou de cyberintimidation.
- 4,9 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, et 1,0 million par année par la suite, pour soutenir l'élaboration d'outils de sensibilisation fondés sur le genre visant à prévenir le cyberharcèlement ou la cyberintimidation.

Cet investissement fait partie de la stratégie *Il est temps : La stratégie du Canada pour prévenir la violence fondée sur le sexe* et visera ceux qui sont le plus à risque (p. ex., les femmes et les filles, LGBTQ2+, les jeunes Canadiens).

Mobilisation nationale des jeunes sur l'égalité entre les sexes

- 7,2 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019

Ce financement servira à élaborer du matériel didactique, des campagnes numériques et des publicités ciblées visant à sensibiliser les jeunes générations au fait que les garçons et les filles revêtent une valeur égale, ont des droits égaux et des responsabilités égales et jouent un rôle pour favoriser l'égalité entre les sexes et une société inclusive.

Stratégie visant les hommes et les garçons

- 1,8 million de dollars sur deux ans, à compter de 2018-2019

Ce financement servira à appuyer les tables rondes visant à orienter l'élaboration d'une stratégie pour les hommes et les garçons dans le cadre des efforts généraux du gouvernement en matière d'égalité entre les sexes et à encourager les hommes et les garçons à devenir des partenaires actifs à l'appui d'une société inclusive. Service national téléphonique concernant la traite des personnes

Plan d'action sur les langues officielles

- Aider à s'assurer que tous les Canadiens sont en mesure de participer pleinement à la société dans la langue officielle de leur choix.
- Le budget de 2018 prévoyait 400 millions de dollars en nouveaux fonds sur cinq ans, à compter de 2018-2019, et 88,4 millions de dollars par année par la suite.
- **Le budget de 2019 a annoncé un engagement à améliorer le soutien aux études dans la langue de la minorité**

Ce financement aidera à améliorer les services dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire et à promouvoir le bilinguisme au Canada, surtout parmi les enfants et les jeunes.

Appuyer les jeunes Canadiens atteints d'autisme

- 20 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019

Un trouble du spectre de l'autisme est une déficience intellectuelle et développementale qui est habituellement diagnostiquée à l'enfance. Ce financement servira au développement, partout au pays, de ressources en ligne, d'un inventaire de services, d'occasions d'emploi et de programmes locaux destinés aux familles, en fonction de leurs besoins particuliers.

Service national téléphonique concernant la traite des personnes

- De 2009 à 2016, 72 % des victimes de la traite des personnes déclarées par la police étaient âgés de moins de 25 ans.
- 14,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, et 2,89 millions par année par la suite

Ce financement permettra de mettre sur pied un Service national téléphonique sur la traite des personnes qui aidera à protéger les victimes, y compris les jeunes, à établir de lien de communication avec les services.

Appuyer les jeunes Canadiens noirs

- 9 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2018-2019

Ce financement appuiera les projets qui aident régler les questions auxquelles sont confrontés les jeunes noirs et qui touchent leur participation pleine et équitable dans la société. Le financement permettra de renforcer l'autonomie des jeunes noirs en faisant la promotion de l'histoire, de la culture et de l'identité des Noirs; en développant des compétences en leadership; et en encourageant la participation de la communauté locale.

Favoriser l'activité physique et un système sportif équitable et sain

- 30 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2018-2019, à l'appui des efforts visant à progresser à la parité des sexes dans le système de sport canadien.
- 25 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, pour ParticipACTION
- **Le budget de 2019 propose d'accorder 30 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-2020 et 6 millions par année par la suite, en vue de permettre aux organisations sportives canadiennes de promouvoir des sports accessibles, éthiques, équitables et sécuritaires.**

Le financement aidera à favoriser une plus grande inclusion des femmes et des filles dans tous les aspects, à accroître la participation à l'activité physique quotidienne parmi les jeunes Canadiens et à assurer un environnement de sport sécurité et sain.